

LA REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE

La RSS

- Un processus national à long terme de transformation holistique du secteur de la sécurité

GENESE

Constat:

Ignorance du SS dans la gestion post-conflits (RDC, Rwanda, Sierra Leone, République centrafricaine, Côte d'Ivoire...) en **Fait partie intégrante des réformes politiques**

Réforme du secteur de la sécurité et à la gouvernance (RSS/G) des Etats

Un consensus international et une nécessité :

- Les organisations multilatérales introduit la RSS comme pilier des stratégies internationales en matière de sécurité, de développement, de consolidation de la paix et de promotion de la démocratie.
- Garantir l'efficacité de la sécurité
- Dans un cadre de contrôle civil et démocratique
- Dans le respect de l'état de droit et des droits humains
- Cet agenda politique apparait à la fin de la guerre froide que la RSS
- Améliorer la gouvernance du secteur de la sécurité : traiter la sécurité sous l'angle de la bonne gouvernance et la sécurité humaine.

Impulsion de l'ONU

- La réforme du secteur de la sécurité - est un élément intégral des programmes de paix et de prévention des Nations Unies. Il s'agit à la fois d'une mesure préventive et d'un objectif de développement à long terme.
- Conseil de sécurité en sa 5632e séance, tenue le 20 février 2007 traite de la réforme du secteur de la sécurité » :
- La RSS devient un élément essentiel de toute entreprise de stabilisation et de reconstruction au lendemain de conflits.
- Conseil la réforme du secteur de la sécurité au lendemain de conflits
- « Pour consolider la paix et la stabilité, favoriser la réduction de la pauvreté, l'état de droit et la bonne gouvernance, étendre l'autorité légitime de l'État après un conflit et prévenir le retour de conflits ».

Impulsion de l'ONU

Pour l'ONU, « la réforme du secteur de la sécurité non seulement dans le cadre des opérations de paix, mais aussi dans des contextes autres que ceux des missions, en réponse à des demandes nationales, et dans des contextes de transition, lorsque les opérations de paix se retirent mais qu'une assistance continue au secteur de la sécurité est nécessaire. Dans les sociétés qui sortent d'un conflit, la réforme du secteur de la sécurité est un facteur déterminant pour la sortie d'une opération de maintien de la paix, le redressement rapide, la consolidation de la paix durable et le développement à long terme ».

Impulsion de l'ONU

- Résolution 2151 (2014) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7161^e séance, le 28 avril 2014
- Souligne l'importance de la réforme du secteur de la sécurité au lendemain des conflits en vue de la consolidation de la paix et de la stabilité, de la réduction de la pauvreté, de la promotion de l'état de droit et de la bonne gouvernance, de l'extension de l'autorité légitime de l'État et de la prévention de la reprise des conflits »
- Nécessité que les institutions de sécurité soient professionnelles, efficaces et responsables »

Appui de l'ONU à la RSS

Au plan des normes

- Facilite l'établissement de **principes** largement partagés sur une gouvernance solide du secteur de la sécurité
- Élabore une **politique** et des **orientations** concernant la mise en œuvre pratique des plans et programmes de réforme du secteur de la sécurité.

Sur le terrain l'appui de la RSS

- **Fait progresser les solutions politiques aux conflits** par la médiation, le conseil et le soutien technique aux parties signataires des accords de paix sur la mise en œuvre des dispositions relatives à la RSS
- **Renforce l'appropriation nationale et la capacité** à concevoir et à mettre en œuvre des politiques et des stratégies de sécurité nationale afin d'améliorer l'efficacité, l'inclusion et la responsabilité des institutions de sécurité contribuant à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'État
- **Promeut la cohérence et l'efficacité de l'aide internationale au secteur de la sécurité** par la coordination des partenaires, la mobilisation des ressources et le soutien consultatif concernant les plans nationaux de développement et de consolidation de la paix.

Résultat

- L'Afrique : regroupe la grande majorité des processus de RSS, particulièrement en tant que composante de la reconstruction post-conflit.
- RSS inspirés des cadres politiques et hypothèses venant de l'extérieur.

L'UA

- « L'UA réitère sa reconnaissance et son engagement envers les cadres normatifs existants en matière de RSS, particulièrement ceux élaborés par les Nations Unies et les autres acteurs multilatéraux. L'UA reconnaît les cadres d'orientation nationaux et régionaux sur la RSS qui, mis ensemble, constituent une somme importante de connaissances acquises et de savoir-faire dans ce domaine ».
- « L'Union Africaine est la seule responsable de la promotion de l'appropriation africaine et de donner un caractère africain aux processus de RSS, dans les domaines de prévention des conflits, de maintien de la paix, de reconstruction post conflit et de consolidation de la paix en Afrique ».
- L'UA a décidé de faire de la RSS une partie partie « d'un effort de réforme plus large et être une composante essentielle des programmes relatifs à la prévention des conflits, au rétablissement de la paix et relèvement précoce, à la consolidation de la paix et au développement durable ».

Les principes

Contenus dans

- l'Acte Constitutif de l'UA,
- le Protocole relatif à la Mise en place du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine,
- la Déclaration Solennelle sur la Politique Commune Africaine de Défense et de Sécurité,
- la Politique sur la Reconstruction et le Développement au lendemain des conflits (RDPC)
- L'UA reconnaît « les liens entre un secteur de la sécurité efficace, bénéficiant d'une gouvernance démocratique, et la paix et la sécurité, essentielles pour l'intégration régionale en Afrique »

La RSS est inspirée

- « du Mémoire d'Entente de 2008 sur la Coopération dans le Domaine de la Paix et de la Sécurité entre l'Union africaine, les Communautés Economiques Régionales et les Mécanismes de Coordination, qui font de ces mécanismes régionaux, les piliers de l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (APSA »).

Appropriation nationale

- La RSS répond d'une responsabilité nationale et d'un engagement national
« Un Etat membre qui entreprend des activités de réforme du secteur de la sécurité peut le faire sur la base d'une décision nationale car tout processus de RSS doit être basé sur l'appropriation nationale. Un élément fondamental de l'appropriation nationale sera l'élaboration d'une vision nationale de la sécurité et de réforme du secteur de la sécurité par une large gamme de parties prenantes nationales »
- Il n'y a pas de standard : « Les processus de RSS doivent être adaptés à l'histoire et à la culture particulière de chaque contexte national, tout en se conformant aux cadres établis de respect de l'Etat de droit, du droit international et notamment du droit international humanitaire et des droits de l'Homme internationalement reconnus ».

Des interdits

- L'utilisation des enfants âgés de moins de dix-huit (18) ans en général et dans les forces et groupes armés en particulier;
- L'utilisation des mercenaires en tant qu'agents ou membres du secteur de la sécurité ou de la réforme du secteur de la sécurité aussi bien par les CER, les Etats membres que par les partenaires internationaux;
- Toute forme d'activités subversives sur le territoire des Etats membres
- la course aux armements ou au réarmement qui sont contraires au droit international.
- L'Union africaine déplore l'utilisation des sociétés militaires privées (SMP) dans les activités relatives à la réforme du secteur de la sécurité en Afrique, que ce soit par les CER, les Etats membres ou leurs partenaires internationaux.

Impulsion de l'UA

- La RSS permettre aux États membres de transformer leurs structures de sécurité « afin de les rendre plus efficaces, plus efficaces et répondant au contrôle démocratique tout en étant attentif aux besoins de sécurité et de justice de la population ».
- Il n'existe pas d'approche unique

Différents éléments du programme de RSS

- renforcement global des capacités et la professionnalisation du secteur de la sécurité.
- chaque programme de RSS doit s'inscrire dans les cadres juridiques et institutionnels propres à chaque pays.
- sous-tendre la RSS par des valeurs africaines (solidarité africaine, appropriation par les pays, les meilleures pratiques en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et la reconnaissance des institutions traditionnelles de sécurité).
- attachement aux principes internationaux de gouvernance du secteur de la sécurité
- le contrôle démocratique,
- la transparence,
- l'inclusion,
- la responsabilité,
- une communication efficace et le respect des droits de l'Homme.

Objectifs et programmes

- Appliquer les principes de la bonne gouvernance au secteur de la sécurité.
- Associe tous les acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans la prestation, la gestion et le contrôle des services de sécurité
- souligne les liens entre leurs rôles, leurs responsabilités et leurs actions.
- La RSS englobe les aspects de la prestation, de la gestion et du contrôle des services de justice, car les domaines de la sécurité et de la justice sont étroitement liés.
- programmes de RSS
- activités de réforme
- aspects politiques et techniques de la sécurité
- initiatives législatives,
- l'élaboration de politiques,
- campagnes de sensibilisation et d'information du public,
- renforcement des capacités en matière d'administration et de gestion,
- développement des infrastructures,
- amélioration des équipements et des formations.
- Les programmes peuvent tout ou partie de la sécurité
- réforme du secteur de la défense,
- réforme du système pénal,
- réforme des services de renseignement
- protège l'indépendance professionnelle du personnel de la sécurité pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses missions légitimes.

OBJECTIFS SUITE

- Définir les fondements doctrinaux de la défense de l'Etat
- Un transversal qui s'associe l'ensemble des acteurs de la défense et de la sécurité
- Actions en vue de coordonner et améliorer l'efficacité des forces de défense et de sécurité de l'État.
- Un secteur de la sécurité inefficace ou irresponsable génère plusieurs conséquences
- « Un secteur de la sécurité qui n'est pas efficace, ni tenu de rendre des comptes, ne peut pas effectuer ses missions de défense nationale, de maintien de l'ordre ou d'assistance publique de manière crédible, et constitue une menace tant pour l'État que pour la population ».
- Mauvaise utilisation, gaspillage des ressources publiques dans le secteur de la sécurité.
- Favorise les mauvaises pratiques (corruption),
- amène le personnel de sécurité à commettre des actes illégaux au regard du droit national et international, ou instrumentaliser les forces de sécurité dans une situation de compétition pour le pouvoir politique.

SUITE

- **La RSS**
- améliore les normes professionnelles et renforce la responsabilité, réduisant ainsi le risque d'abus à l'encontre de la population civile. Un secteur de la sécurité qui n'est pas efficace ni tenu de rendre des comptes va abuser de ses pouvoirs, soit parce que son personnel est incompetent, soit parce que ses actions sont guidées par des intérêts personnels, politiques ou corporatistes.
- Un service accessible à tous et l'égalité des chances au sein du secteur de la sécurité.
- « La RSS prévient les conflits en promouvant l'unité, la neutralité politique, l'égalité et le professionnalisme dans le secteur de la sécurité. Un secteur de la sécurité inefficace et qui n'a pas obligation de rendre compte aura tendance à s'ingérer dans la politique du pays, servant généralement les intérêts d'une élite puissante aux dépens de ceux de la population civile, et conduisant souvent à de violents conflits ».

Suite

Dans les États qui vivent des transitions démocratiques, la RSS est nécessaire pour :

- consolider la démocratie naissante
- consolider les processus de justice transitionnelle.
- Consolider les processus de paix.
- éviter les conflits violents
- est une nouvelle exigence dans les accords de paix
- consolide les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR).
- contribue à créer un environnement politique plus stable et plus démocratique,
- souvent intégrée à la planification et aux stratégies de développement.

Les structures concernées par la RSS

- institutions militaires que non militaires, et les acteurs étatiques que non étatiques: les forces armées, la police, les gardes-frontières, les services de renseignement, les établissements pénitentiaires, les acteurs commerciaux et non étatiques de la sécurité, etc.
- institutions et personnes chargées du service de la sécurité
- le Parlement, les institutions de contrôle,
- la justice,
- la société civile

Que prendre en compte?

- l'environnement stratégique : menaces, risques, défis à court et à long terme) ;
- les missions et objectifs opérationnels des forces armées et des institutions de défense civile ;
- les relations tactiques existant entre le secteur de la défense, les prestataires des services de sécurité et les institutions impliquées dans la gestion et le contrôle du secteur de la défense ;
- les priorités,
- les plans d'actions
- les programmes de réforme appropriés pour les forces armées et les institutions de défense.

Éléments structurants

- Examen du secteur de la sécurité et évaluation des besoins;
- Stratégies nationales de sécurité; c. Existence de cadres institutionnels, juridiques et sécuritaires;
- Renforcement global des capacités et professionnalisation des institutions du secteur de la sécurité; e. Institutionnalisation de partenariats effectifs et de mécanismes de coordination;
- Veiller à ce que les mécanismes démocratiques de contrôle et de supervision soient renforcés et fonctionnels;
- Assurer la mobilisation de ressources suffisantes, le financement et la transparence; h. Suivi et évaluation appropriés; et i. Une stratégie efficace de communication